

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

Socialistes, au travail !

En adoptant leur nouvelle déclaration de principes et en approuvant le projet de modifications statutaires, les socialistes sont entrés dans la première phase du congrès de Reims.

Le 7 juin, à Logonna Quimerch, la Convention fédérale, à laquelle participait le maire de Paris, Bertrand Delanoë, fut tout entière consacrée à la préparation de ce moment important de la vie démocratique du Parti Socialiste.

"Un congrès est toujours un moment attendu et un peu redouté", a résumé Jean-Jacques Urvoas. En effet, les socialistes ont déjà montré de quoi ils sont capables lorsque les querelles personnelles prennent le pas sur les idées. Ça peut se terminer par l'incapacité de choisir clairement une orientation ou par des petits arrangements entre amis.

Mais, s'il peut être redouté, le congrès de Reims est aussi attendu. Car, le Parti Socialiste, premier parti de l'opposition, dispose d'énormes atouts comme le dévouement de ses militants qui partagent le même idéal pour l'intérêt général, ou sa capacité à se surpasser lorsque l'enjeu l'exige.

"Ce congrès est aussi attendu car les Français et les Finistériens souffrent. Ils attendent des propositions de notre part", a souligné le premier secrétaire fédéral. "Un an après son élection, Nicolas Sarkozy a déjà échoué". Tous les choix du gouvernement Fillon sont contestés. On en a l'illustration tous les jours dans le Finistère, qu'il s'agisse des suppressions de services dans les hôpitaux, de fermetures de tribunaux ou du non-remplacement d'enseignants. Où est donc le choc de croissance promis après le vote de la loi TEPA ? Le paquet fiscal qui devait profiter à tous ceux qui voulaient travailler plus pour gagner plus,

SUITE PAGE 2

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 12/06/2008



PRESSE

URGENTE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

La pêche doit vivre

Trop tard et trop peu. Voici les principales critiques qu'adressent les socialistes au gouvernement pour sa gestion de la crise que traverse actuellement la pêche.

"Les pêcheurs sont perdus", constate la députée de Pont-l'Abbé-Douarnenez, Annick Le Loch. "Ils ne croient plus aux promesses du gouvernement", renchérit son collègue de Concarneau, Gilbert Le Bris. Tout a commencé au Guilvinec, le 6 novembre 2007, lorsque Nicolas Sarkozy a promis aux professionnels le litre de gasoil à 40 centimes, sans se préoccuper du financement de cette mesure. Pendant de longues semaines, les pêcheurs ont dû attendre que le ministère de l'Agriculture et de la Pêche concocte, dans l'urgence, son plan d'action. Il a été présenté au mois de janvier et devait s'étaler à l'origine sur trois ans. Lorsque les pêcheurs se sont remis en

grève à la fin du mois du mai, Michel Barnier a ressorti exactement le même plan, mais étalé cette fois sur... deux ans.



Michaël Quernez

grève à la fin du mois du mai, Michel Barnier a ressorti exactement le même plan, mais étalé cette fois sur... deux ans.

La crise de la pêche est bien plus profonde. Au mois de mai 2006, déjà, les socialistes réunis à Penmarc'h avaient mis en évidence les enjeux que doit relever la filière : le respect biologique des poissons, la reconquête de la qualité

SUITE PAGE 2

EN CLAIR !

Chaque fois que le gouvernement transpose son idéologie dans un texte de loi, il prétend "moderniser". Ainsi, il a voulu moderniser le marché du travail, il souhaite moderniser les institutions et, en ce moment, l'Assemblée discute d'une modernisation de l'économie. Mais il ne suffit pas d'employer ce terme prometteur pour que nos concitoyens soient convaincus de la justesse de la démarche. Ainsi ce projet en débat n'augure rien de bon. D'abord, parce qu'il participe de l'empilement des textes législatifs, à la suite d'une série de lois dont les effets ne sont toujours pas connus. Il crée ainsi une véritable insécurité juridique. Ensuite, sont agrégées des dispositions extrêmement disparates, rendant le texte particulièrement difficile à lire pour le citoyen. Ce qui ne fait que densifier le "maquis juridique".

Socialistes, au travail ! (suite)

Comment se fait-il que, depuis 50 ans, la gauche n'a remporté que trois élections législatives alors que les électeurs font confiance aux socialistes aux élections locales ?

*** en Bretagne, s'est traduit, pour 441 contribuables, par un chèque moyen de 14 448 euros, de la part de l'État.

Face à cette réalité, le Parti Socialiste se doit d'apporter les réponses que les Français attendent.

"Nous avons besoin de nous écouter, de nous influencer", a estimé Bertrand Delanoë. "Pour ma part, mon état d'esprit est celui d'un chercheur".

Pour, notamment, trouver des réponses à la question : comment se fait-il que, depuis 50 ans, la gauche n'a remporté que trois élections législatives, alors que les électeurs font confiance aux socialistes aux



Jean-Jacques Urvoas et Bertrand Delanoë

élections locales ? Il s'agit là d'une responsabilité collective. Manifestement, les Français n'ont pas trouvé notre projet pertinent pour réduire le chômage ou adapter les services publics aux besoins de notre époque. Nous devons donc nous interroger et travailler encore pour élaborer un projet crédible. La prochaine échéance sera en 2012. Tous les efforts des socialistes doivent être concentrés sur cet objectif. Mais c'est entre 2008 et 2011 que se préparent les victoires de 2012. Pour le maire de Paris, cette réflexion doit être collective. "Et le PS gagnerait beaucoup à s'appuyer sur ses élus locaux". Pour lui, le congrès doit servir à mettre en place l'équipe qui sera capable de faire travailler le parti pendant trois ans.

Pour que la période 2008/2011 soit efficace, il est essentiel de regarder le monde tel qu'il est et de s'intéresser davantage aux faits qu'aux mots. Comme libéralisme par exemple. C'est la gauche la vraie héritière du libéralisme politique, issu des Lumières, qui a permis le développement des droits individuels ou collectifs. "L'abolition de la peine de mort, les radios libres, le PACS, la parité, les lois Auroux pour les droits des salariés dans l'entreprise. C'est toujours la gauche qui fait avancer le progrès social réel", a rappelé Bertrand Delanoë avant de se prononcer pour

d'autres conquêtes démocratiques comme le droit de vote des étrangers aux élections locales.

Mais, depuis 30 ans, les conservateurs sont parvenus à se faire passer pour des libéraux alors qu'ils ne défendent en réalité que le laisser-faire dans le domaine économique.

Entre l'économie dirigée et l'économie de marché, les socialistes ont choisi depuis longtemps. Dans la première, il n'y a ni libertés individuelles, ni libertés collectives. La seconde crée des richesses. "Et, parce que je suis socialiste, j'agis pour créer un rapport de force en faveur de la justice sociale à l'intérieur de l'économie de marché".

C'est ainsi que l'État peut ensuite redistribuer les richesses et, pour les socialistes, mener une politique ambitieuse pour l'éducation, la santé, la justice et la sécurité "car c'est sur ces questions que les Français, en particulier les plus faibles, attendent de nous des réponses innovantes".

Dans un contexte de compétition économique, basée sur le coût de la main d'œuvre, les pays développés comme la France doivent jouer la carte de la recherche et de l'innovation. Nos voisins, qui y consacrent entre 3 et 3,5 % de leur PIB l'ont bien compris. Mais, en France, l'effort n'est que de 2,1 %. Bertrand Delanoë propose de le faire passer à 3 % en utilisant les 15 milliards du paquet fiscal.

La réflexion des socialistes français doit aussi s'appuyer sur les expériences des autres partis sociaux-démocrates européens.

Pour Bertrand Delanoë "qui n'a que des camarades et aucun adversaire au sein du PS", chaque adhérent doit s'impliquer dans le débat qui s'ouvre pour apporter sa contribution au projet. "C'est dans cet état d'esprit que j'ai publié mon livre, "De l'audace". Je ne réclame rien, mais, si c'est mon devoir d'en faire plus, je le ferai", a-t-il précisé.



Les délégués à la Convention fédérale

La pêche doit vivre (suite)



Annick Le Loch à la criée du Guilvinec

*** des eaux littorales ou l'amélioration des conditions de travail des pêcheurs. Mais il faut du temps pour répondre à ces défis.

Depuis plusieurs années, le Conseil général soutient la filière pêche. "Nous avons défini une stratégie pour ce secteur essentiel", explique Michaël Quernez, vice-président chargé de l'économie. "Nous avons délégué sur le projet de "concession unique" pour les sept ports cornouillais afin de réorganiser les sites de débarquement, de réduire par là même les coûts portuaires pour les professionnels et de mutualiser les outils".

D'autres projets sont en cours de réalisation, comme la création du Comité départemental des pêches à la place des comités locaux, ou la mise en place d'un

La pêche a besoin de temps pour se réformer

label poisson du Finistère. "Nous voulons faire de la pêche finistérienne la référence en matière de pêche fraîche", insiste Michaël Quernez pour qui, face à la crise énergétique, la flottille a surtout besoin de bateaux neufs plus économes en carburants.

D'autres solutions existent comme l'a souligné le PS. Il s'agit de la mise en place d'aides incitatives et contractualisées aux marins pêcheurs dans le cadre d'une gestion équilibrée de la ressource, à l'image de ce que furent les CTE en agriculture, ou de la refonte de la politique des quotas basée sur un dialogue entre les pêcheurs et les scientifiques.

Pour se réformer, la pêche a besoin de temps. La hausse du prix du gazoil met le gouvernement face à ses responsabilités. Soit, il accompagne la filière et l'aide à franchir ce cap qui peut s'avérer fatal. Soit, il laisse jouer les mécanismes du marché, condamnant ainsi la profession. Les socialistes ont affirmé leurs priorités. Au gouvernement de présenter les siennes.

Sénatoriales : les socialistes visent 3 sur 4

Trois sur quatre, comme en 1998. Voilà l'objectif ambitieux que se fixe le Parti Socialiste pour les élections sénatoriales du 21 septembre.

Compte tenu du mode de scrutin, un changement de majorité à la Haute Assemblée est impossible. Dès lors, seul compte le rapport de force interne. Et, si l'UMP n'est pas à elle seule majoritaire au Sénat, son poids politique baisse élection après élection. Cette année encore, *"nous allons tout faire pour renforcer encore le groupe socialiste"*, affirme François Marc, sénateur sortant, et chef de file de la liste socialiste. Cinq candidats sont déjà connus. Il s'agit de Maryvonne Blondin, vice-présidente du Conseil général pour la Cornouaille, Jean-Luc Fichet, vice-président du Conseil général pour le pays de Morlaix, Bernard Pellerter, maire de Mellac, et Forough Salami, conseillère régionale.

"La quatrième place n'a pas encore été pourvue car nous voulons rassembler toute la gauche", souligne le premier secrétaire fédéral, Jean-Jacques Urvoas, qui ren-



Les candidats socialistes aux élections sénatoriales du 21 septembre

contre ses homologues du PC, des Verts et de l'UDB ces jours-ci.

Car, pour l'emporter, la gauche doit être rassemblée. *"En effet, cette élection se joue à un seul tour"*, précise Jean-Jacques Urvoas.

François Marc observe chez les élus, quelle que soit leur sensibilité, *"une pro-*

fonde insatisfaction". Qu'il s'agisse de l'aménagement du territoire, des services publics ou des moyens financiers dont ils disposent, les élus locaux souffrent de la politique menée par le gouvernement Fillon. Dans le Finistère, ils savent bien que se sont les sénateurs socialistes qui portent leurs revendications.

LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



Et maintenant ?

Avec
Julien Dray

Dans "Et maintenant ?" (Le cherche midi), Julien Dray exhorte les socialistes à travailler collectivement.

Cap Finistère : Tu expliques que nous avons perdu la bataille des idées. Pourquoi ?

Julien Dray : Grâce à mai 68, et à la reconstruction du PS, la gauche, porteuse d'idées nouvelles d'émancipation et de justice sociale, a été à la mode pendant longtemps. Même au début des années 80, nous avons résisté à l'offensive de l'ultra-libéralisme débridé. Mais progressivement, celui-ci a imposé ses (fausses) évidences : coût du travail qui entraînerait les délocalisations, obsolescence de la notion de protection sociale, montée inéluctable de la violence... Au point même que, parfois, nous avons donné le sentiment que la défense des acquis sociaux devenait la défense d'un

statu quo conservateur. Nous avons été "ringardisés". Mener la bataille des idées impose d'être au clair avec soi-même sur le refus de la fatalité économique. Le militant socialiste doit retrouver toute sa place dans cette bataille, redevenir une référence pour ses amis, ses collègues de travail, en cassant les évidences installées par la droite et en montrant qu'un autre modèle de développement est réellement possible.

Cap Finistère : Comment faire pour gagner cette bataille à nouveau ?

Julien Dray : Travailler collectivement, dans un esprit de famille retrouvé ! Transformer le Parti Socialiste en une machine à gagner forte de plusieurs centaines de milliers d'adhérents, une machine à idées, utilisant à plein les ressources intellectuelles de ses militants, et tous les moyens de communication. Il faut remettre la question sociale au cœur du projet socialiste en répondant à trois questions : que faire des 35 heures – en en faisant un bilan définitif – ; quelle

stratégie de croissance écologique définir ; et enfin, comment mener la révolution fiscale nécessaire car notre système, miné par les niches et exceptions, est injuste et rapporte peu à l'État, sans être incitatif pour les citoyens.

Cap Finistère : Le PS ne pourra pas mener seul cette bataille. Comment vois-tu l'organisation de la gauche dans les années qui viennent ?

Julien Dray : Il nous faut d'abord retrouver la confiance de nos partenaires, en les associant progressivement à notre action et à notre réflexion dans un comité d'action de la gauche, qui réunirait régulièrement les dirigeants des partis, les responsables associatifs et les intellectuels, pour permettre à l'opposition de parler d'une seule voix et d'agir en bloc. Ce comité travaillerait à un contrat de gouvernement clair, un programme commun, qui permettrait dans un second temps de mettre en place des primaires pour désigner notre candidat unique pour la présidentielle. Nous créerions ainsi une puissante dynamique qui associerait tout le peuple de gauche et nous permettrait, j'en suis sûr, de retrouver le chemin de la victoire.

Rendez-vous

14 juin

A 10 h 00 : Réunion échange sur l'avenir de la défense autour de Patricia Adam, députée, membre de la Commission de la défense, au local du PS à Brest.

4 octobre

Réunion de rentrée de la fédération, au centre des congrès de Mescoat à Landerneau.

Annonces légales & judiciaires



AVIS D'APPEL PUBLIC
A LA CONCURRENCE

APPEL D'OFFRES OUVERT

Marché de travaux soumis aux dispositions des articles 33, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics.

OBJET : Travaux de plafonds suspendus et cloisons sèches dans divers bâtiments de la Ville de BREST et de Brest métropole océane en 2009.

(CONSULTATION LANCÉE DANS LE CADRE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE ASSOCIANT LA VILLE DE BREST ET BREST MÉTROPOLÉ OcéANE. LA COLLECTIVITÉ SUPPORT DU GROUPEMENT DE COMMANDE EST BREST MÉTROPOLÉ OcéANE.)

I - Identification de la personne publique :
Brest métropole océane - Direction des Marchés - 24, rue Coat-ar-Guéven - B.P. 92242 - 29222 BREST cedex 2 - Tél. 02 98 33 54 11 - Télécopie : 02 98 33 54 15 - e.mail : marches@brest-metropole-oceane.fr

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur : Monsieur le Président de Brest métropole océane.

II - Opération comprenant :

Les travaux sont décomposés en 5 lots :
S'agissant de marchés à bons de commande, le montant des prestations Hors Taxes sera susceptible de varier à l'intérieur de chaque lot, dans les limites suivantes :

- Lot n° 1 : Plafonds : Groupes Scolaires et Péri-scolaires de la Ville de BREST

Minimum HT : 25 000,00 €
Maximum HT : 100 000,00 €

- Lot n° 2 : Plafonds : Crèches et bâtiments Socio-Culturels de la Ville de BREST

Minimum HT : 14 000,00 €
Maximum HT : 56 000,00 €

- Lot n° 3 : Plafonds : autres bâtiments de la Ville de BREST

Minimum HT : 25 000,00 €
Maximum HT : 100 000,00 €

- Lot n° 4 : Cloisons : tous les bâtiments de la Ville de BREST

Minimum HT : 100 000,00 €
Maximum HT : 400 000,00 €

- Lot n° 5 : Travaux de plafonds suspendus et cloisons sèches dans divers bâtiments de Brest métropole océane
Minimum HT : 45 000,00 €
Maximum HT : 180 000,00 €

Les candidats peuvent répondre à un ou plusieurs lots. A l'issue de la consultation, des marchés séparés seront conclus.

Possibilité de variantes.

III - Renseignement d'ordres juridique, économique, financier et technique :

Unité monétaire du marché : Euro.

Les prix sont révisables.

Mode de règlement retenu : virement avec paiement à 43 jours francs à compter réception projet de décompte adressé par

courrier recommandé à la Collectivité. Financement conformément aux règles de la comptabilité publique.

Financement sur fonds propres.

Le candidat devra, en application de l'article 45 du Code des Marchés Publics, produire l'ensemble des documents énumérés à l'article 3 du Règlement de Consultation.

IV - Durée du marché :

Les marchés sont conclus pour la première période du 1^{er} janvier 2009 (ou de la date de notification si celle-ci intervient plus tard) jusqu'au 31 décembre 2009. Ils pourront être renouvelés de façon express en 2010, 2011 et 2012.

V - Renseignements d'ordre administratif :

Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur : 2008.025

"La Collectivité cessera d'expédier des dossiers de consultation 4 jours (calendaires) avant la date limite de remise des offres (en revanche, les candidats auront la possibilité de venir les retirer sur place ou de les télécharger sur le site internet ci-dessous)."

Date limite de réception des offres : lundi 30 juin 2008 à 12 heures.

Langue à utiliser dans l'offre : Français.

Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Modalités d'ouverture des offres : Séance non-publique.

VI - Critères qui seront utilisés lors de l'attribution du marché :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

N°	Critères	Pondération
1	- valeur technique (s'appuyant tout particulièrement sur le mémoire justificatif)	60
2	- prix des prestations	40

Mode d'application de la pondération : Cf. R.C.

VII - Autres informations :

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Rennes, 3, Contour de la Motte, F-35000 Rennes. Tél. 02 23 21 28 28 - Fax 02 99 63 56 84.

Introduction des recours : Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative.

Renseignements complémentaires :

- *d'ordre technique :*

Direction Patrimoine-Logistique :

Service Maintenance - Tél. 02 98 34 31 28 (D. JONCQUEUR).

- *d'ordre administratif :*

Direction des Marchés - Tél. 02 98 33 54.11

Dossiers d'appel d'offres à demander par fax au 02 98 33 54 15 ou à retirer à l'adresse indiquée en I. ;

et disponibles à l'adresse Internet : <https://www.e-megalisbretagne.org/>; (Référence du marché : BMO-2008-025).

Dossiers délivrés gratuitement.

Soumissions à adresser à : Idem I.

Classification CPV des entreprises susceptibles de répondre au présent avis : **45421146-9, 45421152-4.**

Date d'envoi du présent avis :

jeudi 5 juin 2008.

Chèque livre

- Le Conseil régional de Bretagne renouvelle l'opération chèques-livres pour aider les lycéens et leurs familles à acheter ou louer des livres scolaires.

- Les chèques-livres (60 euros par élève) sont utilisables uniquement auprès du réseau de partenaires (libraires et associations) de la Région Bretagne. Près de 120 000 lycéens bretons de toutes les filières bénéficient chaque année de cette aide, contribuant ainsi à préserver l'égal accès de tous à l'éducation. Cette opération représente un budget de plus de 7.2 millions.

SAS BUREAU D'ÉTUDES
GEORGE LE MAY

Société par actions simplifiée
au capital de 235 200 euros
Siège social : 10, rue de Concarneau
29000 QUIMPER
328 180 476 RCS QUIMPER

AVIS DE MODIFICATION

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 17 mai 2008 à QUIMPER, il a été décidé de modifier la dénomination sociale.

La dénomination de la société, à compter du 17 mai 2008, est : CONSTRUCTIONS LE MAY.

En conséquence, l'article 2 des statuts a été modifié.

Pour avis et mention.
La Gérance.

SCI LEANDRA

Société civile au capital de 1 000 euros
Siège social : 40, avenue Corniguel
29000 QUIMPER
453 838 013 RCS QUIMPER

AVIS DE MODIFICATION

Aux termes d'une décision collective en date du 7 mai 2008 à QUIMPER, les associés ont décidé de transférer, à compter du 8 mai 2008, le siège de la société à QUIMPER - 29000 - 118, Vieille Route de Brieuc.

En conséquence, l'article 4 des statuts a été modifié.

Pour avis et mention.
La Gérance.

TECHNI LAMPES FRANCE
SARL au capital de 10 000 euros

Siège social :
35, avenue du Baron Lacrosse
29850 GOUESNOU
RCS BREST 482 202 843

Aux termes d'une assemblée générale ordinaire, en date du 27 septembre 2007, les associés ont pris acte de la démission de Monsieur Christophe VIALLA de ses fonctions de co-gérant de la société à compter du 18 juillet 2007.

Pour avis
La Gérance.

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €

Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :

Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

Cap Finistère - Le Breton Socialiste

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER

Tél : 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Alain QUEFFELEC

RÉDACTEUR EN CHEF

Jean-Yves CABON - Tél. 02 98 43 44 39

Impression : Presses Associatives du Finistère

13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Tél : 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

CPPAP 1207 P 11428